

L'impact économique de CBC/Radio-Canada en 2013.

Un rapport produit pour CBC/Radio-Canada
16 juin 2014

Privé et confidentiel

Ce rapport a été préparé en tenant compte des restrictions énoncées dans la lettre d'engagement et des aspects mentionnés dans l'avis important de Deloitte à la page 1.

Deloitte s.r.l. est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), société fermée à responsabilité limitée par garanties, dont les cabinets membres sont des entités juridiques distinctes et indépendantes. Ni DTTL ni aucun de ses cabinets membres ne peuvent être tenus responsables des actes ou des omissions de l'un ou de l'autre. Les services sont fournis par les cabinets membres ou par leurs filiales et non par DTTL.

Table des matières

Avis important de Deloitte s.r.l.....	1
Sommaire	2
Principales conclusions.....	2
1 Introduction	4
1.1 Structure du rapport.....	6
2 Dépenses de CBC/Radio-Canada.....	7
2.1 Total des dépenses directes et dans la chaîne d’approvisionnement	7
2.2 Dépenses des services de télévision et de radio	10
2.3 Dépenses des services spécialisés	12
3 Valeur ajoutée brute de CBC/Radio-Canada	14
3.1 Programmation	15
3.2 VAB de la télévision.....	15
3.3 VAB de la radio.....	16
3.4 VAB des services spécialisés	17
4 Valeur ajoutée nette de CBC/Radio-Canada	18
4.1 VAN étroite	18
4.2 VAN globale.....	21
Annexe A Ligue nationale de hockey.....	25
A.1 Hockey Night in Canada	25
A.2 Lock-out de la Ligue nationale de hockey – saison 2012-2013.....	25
Annexe B VAB.....	26
B.1 Méthodologie de calcul de la VAB	26
Annexe C Méthodologie de l’analyse contrefactuelle	31

Avis important de Deloitte s.r.l.

Le présent rapport préliminaire (le « rapport préliminaire ») a été préparé par Deloitte s.r.l. (« Deloitte ») pour Canadian Broadcasting Corporation/Société Radio-Canada (« CBC/Radio-Canada »), conformément au contrat conclu avec CBC/Radio-Canada en date du 13 janvier 2014 (le « contrat »), et selon la portée et les limites indiquées ci-dessous.

Le rapport préliminaire est réservé à l'usage exclusif de CBC/Radio-Canada conformément aux conditions du contrat. Aucune partie n'est autorisée à se fier au rapport préliminaire à quelque fin que ce soit et nous n'assumerons aucune responsabilité ou devoir de diligence à l'égard de quelque partie que ce soit relativement au contenu de ce rapport préliminaire.

Comme il est indiqué dans le contrat, la portée de notre travail a été limitée par le temps, l'information et les explications mis à notre disposition. L'information contenue dans le rapport préliminaire a été obtenue de CBC/Radio-Canada et de sources externes auxquelles il est clairement fait référence dans les sections appropriées du rapport préliminaire. Deloitte n'a pas cherché à obtenir confirmation de cette information ni à évaluer sa pertinence générale. De plus, tous résultats de l'analyse contenue dans le rapport préliminaire se fondent sur l'information disponible au moment de rédiger le rapport préliminaire, et le lecteur ne devrait pas s'y fier dans des périodes subséquentes.

En conséquence, aucune déclaration ni garantie, expresse ou implicite, n'est faite ou accordée, et aucune responsabilité ou obligation n'est, ni ne sera, assumée par Deloitte ou en son nom, ou par l'un quelconque de ses partenaires, employés ou agents, ou par toute autre personne, quant à l'exactitude, à l'exhaustivité ou au bien-fondé de l'information contenue dans ce document ou dans toute information verbale communiquée, et une telle responsabilité est expressément niée.

Sommaire

En 2011, CBC/Radio-Canada a commandé un rapport qui évaluait l'impact de CBC/Radio-Canada sur l'économie canadienne pour l'année de radiodiffusion se terminant le 31 août 2010.

CBC/Radio-Canada a commandé une étude complémentaire de façon à estimer l'impact de CBC/Radio-Canada sur l'économie canadienne pour l'année de radiodiffusion 2013. Le présent rapport démontre l'importance économique soutenue des activités de CBC/Radio-Canada en estimant la valeur économique de base que CBC/Radio-Canada ajoute à l'économie canadienne par l'entremise de ses propres activités et par les effets d'entraînement qu'exercent ses dépenses dans l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement.

Le présent rapport contient des estimations de la contribution de CBC/Radio-Canada à l'économie canadienne. Ces estimations ont été produites à l'aide du modèle de l'impact économique de CBC/Radio-Canada, élaboré précédemment par Deloitte, en utilisant une méthodologie d'évaluation standard avec des données recueillies et préparées par CBC/Radio-Canada. Deloitte a effectué des vérifications générales de ces données et confirmé qu'elles sont compatibles avec des sources du domaine public et, le cas échéant, avec les données utilisées dans le modèle et le rapport précédemment préparés par Deloitte, qui évaluaient l'impact économique de CBC/Radio-Canada pour l'année 2010. Le présent rapport ne formule pas d'observations sur le rendement de CBC/Radio-Canada à l'égard de son mandat et ne tente pas d'évaluer les contributions à la culture et à la société qu'engendrent le mandat et les activités de CBC/Radio-Canada.

Principales conclusions

CBC/Radio-Canada continue d'apporter une contribution importante à l'économie du pays, et notamment à l'industrie canadienne des médias. La contribution estimative de CBC/Radio-Canada à l'économie canadienne, ou valeur ajoutée brute (« **VAB** »), en 2013, a été de 3,56 milliards de dollars, découlant de dépenses de 1,69 milliard de dollars, avec un multiplicateur pondéré selon les dépenses de 2,11. Le mandat de service public de CBC/Radio-Canada se caractérise par la priorité accordée au contenu canadien original en anglais et en français, et par une présence régionale. Par ses dépenses à l'échelle du pays, CBC/Radio-Canada a un impact positif dans chaque province et territoire. CBC/Radio-Canada dépense sensiblement plus que tous les autres radiodiffuseurs privés combinés en programmation canadienne, ce qui souligne encore plus sa contribution unique.

La VAB de CBC/Radio-Canada a un peu diminué comparativement à l'étude de 2011, dans laquelle on estimait l'impact économique de CBC/Radio-Canada à 3,66 milliards de dollars, sous l'effet de dépenses de 1,72 milliard de dollars, avec un multiplicateur pondéré selon les dépenses de 2,13. La légère diminution de la contribution économique de CBC/Radio-Canada est attribuable principalement à une réduction globale des dépenses de CBC/Radio-Canada par rapport à 2010.

La réduction des dépenses de CBC/Radio-Canada résulte principalement des politiques d'austérité du gouvernement fédéral, qui ont entraîné une baisse du financement public du radiodiffuseur de 62 millions de dollars entre 2010 et 2013. Les dépenses et la VAB de la télévision et des services spécialisés ont augmenté, tandis que les dépenses et la VAB de la radio ont légèrement diminué de 2010 à 2013.

L'apport net de CBC/Radio-Canada à l'économie, ou valeur ajoutée nette (« **VAN globale** »), est estimé à 1,1 milliard de dollars. Cette valeur est obtenue en estimant d'abord la VAB de CBC/Radio-Canada selon un scénario « contrefactuel » hypothétique dans lequel elle n'a pas de mandat public et est financée commercialement (« VAN étroite »). Ensuite, l'impact économique sur les autres radiodiffuseurs et médias dans ce scénario contrefactuel est calculé. Enfin, on calcule l'avantage économique qui serait obtenu par l'affectation à d'autres fins par le gouvernement du financement de CBC/Radio-Canada. Ces impacts sont soustraits de la VAB pour calculer la « VAN globale ». Cette analyse a permis de constater non seulement que le financement public de 1,1 milliard de dollars en 2013 a contribué à une VAB de CBC/Radio-Canada de 3,56 milliards de dollars, mais que l'impact positif du financement public par l'entremise de CBC/Radio-Canada dépasse la valeur qui serait produite par un autre usage des mêmes fonds.

Globalement, la VAN de CBC/Radio-Canada a diminué par rapport à 2010. Cette baisse de la VAN est largement attribuable à des changements survenus dans le marché canadien de la radiodiffusion, principalement la hausse des revenus publicitaires de l'ensemble du marché, l'augmentation moyenne des parts de marché des radiodiffuseurs privés et la diminution des dépenses des radiodiffuseurs privés en contenu télévisuel importé de langue française, ainsi que la réduction du financement public de CBC/Radio-Canada. Ces changements ont entraîné une diminution de la VAB factuelle de CBC/Radio-Canada et une augmentation de la VAB d'une CBC/Radio-Canada hypothétique financée commercialement, ce qui a réduit l'estimation de la VAN étroite de CBC/Radio-Canada de 374 millions de dollars par rapport à 2010. Cette réduction est partiellement contrebalancée par d'autres changements entre 2010 et 2013, soit un impact économique plus élevé d'une CBC/Radio-Canada financée publiquement sur les autres radiodiffuseurs commerciaux et les autres médias, et une diminution de la valeur d'un usage à d'autres fins du financement public de CBC/Radio-Canada. Le résultat final est une baisse de la VAN globale de 149 millions de dollars.

1 Introduction

Le présent rapport a été produit à la demande de CBC/Radio-Canada, afin d'estimer la valeur ajoutée de CBC/Radio-Canada dans l'économie canadienne pour l'année de radiodiffusion 2013.

Le rapport est basé sur l'étude réalisée par Deloitte pour CBC/Radio-Canada en 2011 (le « rapport de 2011¹ »), qui estime l'impact économique de CBC/Radio-Canada pour l'année de radiodiffusion 2010.

Le mandat de service public de CBC/Radio-Canada donne à cette dernière l'obligation et la capacité de mettre l'accent sur un contenu canadien original de grande qualité en anglais et en français, et se traduit par une vaste portée sociale et une forte présence régionale dans l'ensemble des provinces et des territoires du Canada. Les principaux services de télévision de CBC/Radio-Canada sont ses deux chaînes de télévision principales CBC Television (en anglais) et ICI Radio-Canada Télé (en français), ainsi que ses cinq chaînes de télévision spécialisées. Les services radio de CBC/Radio-Canada sont peut-être encore davantage reconnus pour leurs caractéristiques de service public, notamment les principaux services de radio parlée et musicale en anglais et en français. En conjugaison avec ses services de télévision et de radio, CBC/Radio-Canada fournit aussi un contenu en ligne par l'intermédiaire de ses principaux sites web de contenu média, soit CBC.ca (en anglais) et ICI Radio-Canada.ca (en français), ainsi que par son site spécialisé de diffusion d'émissions en continu ICI Tou.tv (en français) et ses divers services de radio sur le web.

Par ses services et activités, CBC/Radio-Canada exerce un impact sur l'économie lié, d'une façon directe, aux fonds qu'elle consacre à son personnel, à ses fournisseurs et à ses services et, de façon plus générale, à des effets additionnels exercés sur le secteur de la création et sur l'ensemble de l'économie.

Cet impact économique est estimé en analysant les dépenses et la chaîne d'approvisionnement de CBC/Radio-Canada, ainsi qu'au moyen de multiplicateurs économiques qui captent les effets d'entraînement des dépenses de CBC/Radio-Canada sur l'ensemble de l'économie.

La présente étude utilise le même cadre méthodologique que le rapport de 2011. En conséquence, seule une description générale de la méthodologie est présentée ici. Les détails de la méthode peuvent être examinés dans le rapport de 2011.

Estimation de la VAB

La valeur ajoutée brute (VAB) de CBC/Radio-Canada mesure l'impact sur l'économie canadienne attribuable aux activités de CBC/Radio-Canada. Conformément aux techniques d'analyse courantes des impacts économiques, la VAB de CBC/Radio-Canada comprend ce qui suit :

- la **valeur ajoutée directe** de CBC/Radio-Canada, c'est-à-dire la valeur de ses ventes totales moins les dépenses consacrées aux biens et services qu'elle achète de d'autres entreprises;

¹ Deloitte, 2011 : « L'impact économique de CBC/Radio-Canada », disponible à http://www.cbc.radio-canada.ca/_files/cbrcr/documents/plus-recentes-etudes/deloitte-impact-economique-fr.pdf.

- l'**impact indirect** sur la VAB des entreprises de la chaîne d'approvisionnement de CBC/Radio-Canada, ces entreprises ajoutant de la valeur aux biens et services achetés par CBC/Radio-Canada, ainsi que dans leurs transactions avec d'autres entreprises dans la chaîne d'approvisionnement complète, à l'échelle de l'économie;
- les **impacts induits** dans l'économie de façon plus générale en raison des dépenses des employés de toutes les entreprises touchées.

Afin de mesurer les effets directs, indirects et induits, l'analyse utilise les multiplicateurs de production (sorties) de « type II » provenant de Statistique Canada², qui sont appliqués aux dépenses de CBC/Radio-Canada à l'échelle de ses différents services – télévision, radio et services spécialisés – conformément à l'approche utilisée dans le rapport précédent et examinée à l'annexe B. L'analyse de l'impact économique de CBC/Radio-Canada par service permet de mesurer les différences entre les chaînes d'approvisionnement, notamment les différents degrés de fuite hors du Canada. Ces différences sont reflétées dans les valeurs des multiplicateurs pour chaque service.

Estimation de la VAN

La valeur ajoutée nette (VAN) de CBC/Radio-Canada mesure l'impact de CBC/Radio-Canada sur l'économie canadienne, moins l'impact qu'aurait CBC/Radio-Canada si elle était financée commercialement et n'avait pas de mandat de service public (le « scénario contrefactuel »). La VAN de CBC/Radio-Canada est estimée en tenant compte de ce qui suit :

- la « VAN étroite » de CBC/Radio-Canada, c'est-à-dire la différence entre la VAB de CBC/Radio-Canada en 2013 et la VAB d'une CBC/Radio-Canada hypothétique financée commercialement dans le scénario contrefactuel la même année;
- la « VAN globale » de CBC/Radio-Canada, c'est-à-dire le résultat global tenant compte de la « VAN étroite » de CBC/Radio-Canada, des impacts nets des changements dans les marchés de la radiodiffusion et des autres médias, et de l'impact qui serait produit par un autre usage du financement public de CBC/Radio-Canada.

Comme dans le rapport de 2011, la CBC/Radio-Canada contrefactuelle financée commercialement :

- serait de plus petite taille;
- ferait une moins grande part de ses dépenses totales au Canada et une plus grande part à l'étranger;
- concentrerait ses dépenses dans moins de régions.

² Les multiplicateurs utilisés sont les plus récents de Statistique Canada. Ils visent l'année 2009 et, par conséquent, diffèrent des multiplicateurs utilisés dans le modèle précédent, qui visaient l'année 2006. Ils sont disponibles à <http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?ObjId=15-201-X&ObjType=2&lang=fr>.

1.1 Structure du rapport

Le présent rapport est structuré de la façon suivante :

- la section 2 examine les changements des dépenses de CBC/Radio-Canada entre l'année de radiodiffusion 2010 et l'année de radiodiffusion 2013;
- la section 3 examine les changements de la VAB de CBC/Radio-Canada entre l'année de radiodiffusion 2010 et l'année de radiodiffusion 2013, qui sont attribuables aux changements de ses dépenses;
- la section 4 examine la valeur ajoutée nette (« VAN ») de CBC/Radio-Canada en 2013, et le changement de cette dernière par rapport à 2010 en raison des changements liés au marché de la radiodiffusion dans son ensemble et aux dépenses de CBC/Radio-Canada.

2 Dépenses de CBC/Radio-Canada

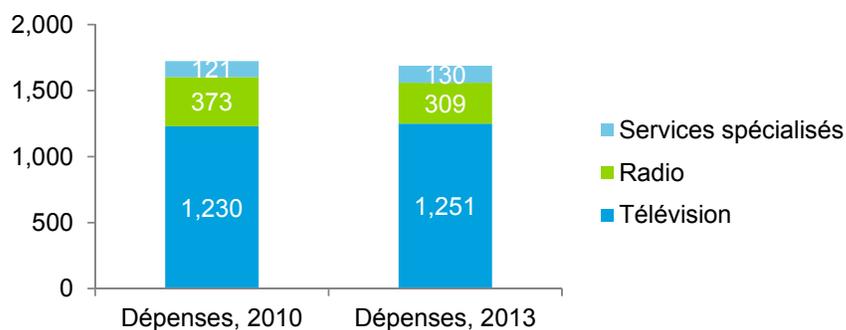
La VAB et la VAN de CBC/Radio-Canada sont principalement déterminées par ses dépenses. Cette section présente une vue d'ensemble des principales dépenses de CBC/Radio-Canada en 2013, ainsi que de leur variation par rapport à 2010. Toutes les données sur les dépenses ont été obtenues de CBC/Radio-Canada relativement à ses activités de 2013.

2.1 Total des dépenses directes et dans la chaîne d'approvisionnement

Le total des dépenses de CBC/Radio-Canada en 2013 a été de 1,72 milliard de dollars, soit 3 % de moins qu'en 2010. Les mesures d'austérité du gouvernement ont eu une incidence sur le financement de CBC/Radio-Canada, ce qui a entraîné une diminution générale des dépenses. De plus, d'importants changements au niveau des activités et de l'industrie depuis 2010 ont influé sur le rendement et entraîné des réaffectations entre les secteurs et les régions. Notons, parmi ces changements, le retrait progressif de la transmission analogique au profit du numérique, l'implantation des normes IFRS, la tendance de l'industrie favorisant une rediffusion du stock existant et la mise en œuvre du plan stratégique 2015 de CBC/Radio-Canada.

Après exclusion des dépenses hors Canada, les dépenses d'exploitation utilisées aux fins de l'estimation de la VAB ont été de 1,69 milliard de dollars, une diminution de 2 % par rapport à 2010³. La figure 1 ci-dessous montre la répartition du profil des dépenses de CBC/Radio-Canada entre la télévision (74 % du total des dépenses), la radio (18 %) et les services spécialisés (8 %).

Figure 1 : Part des dépenses totales par type de service, en millions de dollars (Canada seulement)



Source : CBC/Radio-Canada, analyse de Deloitte

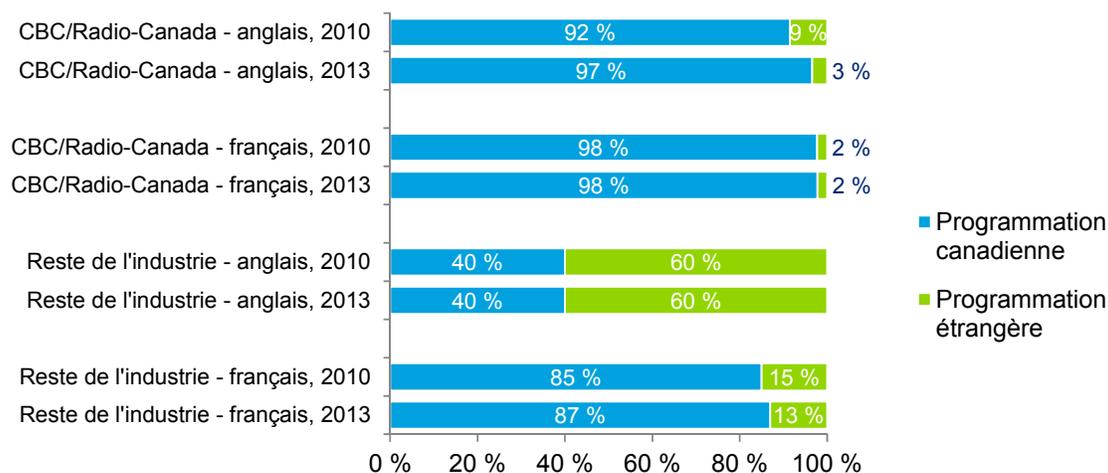
Les dépenses totales de CBC/Radio-Canada ont été consacrées principalement aux activités de programmation, à la transmission, aux ventes et à la promotion, aux dépenses administratives et à

³ Dépôts de 2010 et 2013 de CBC/Radio-Canada auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

l'amortissement⁴. Une proportion importante de ces dépenses totales, environ 66 %⁵, est consacrée à des activités de programmation et de production à l'échelle des trois principaux services de CBC/Radio-Canada.

Les dépenses de programmation de CBC/Radio-Canada sont largement axées sur la production et le contenu locaux canadiens. La part des dépenses de CBC/Radio-Canada consacrée à la programmation étrangère représente une part minime de 3 % du total des dépenses de programmation, et a diminué depuis 2010. Cela contraste avec le reste de l'industrie de la radiodiffusion, dont les dépenses en programmation étrangère représentent généralement un fort pourcentage du total des dépenses de programmation. Les principaux télédifuseurs privés au Canada consacrent en moyenne 60 % (en anglais) et 15 % (en français) de leur budget de programmation à du contenu étranger.

Figure 2 : Profil des dépenses en programmation canadienne et étrangère de CBC/Radio-Canada et des autres radiodiffuseurs généralistes, 2010 et 2013



Source: CBC/Radio-Canada, analyse de Deloitte

Cette différence considérable entre les dépenses en programmation étrangère et canadienne par rapport à celles du reste de l'industrie met en lumière le rôle important de CBC/Radio-Canada dans l'appui à l'industrie canadienne des médias⁶ et dans la création d'une valeur économique au Canada. Notons en outre que CBC/Radio-Canada dépense sensiblement plus que tous les autres

⁴ Bien que l'amortissement soit une allocation périodique et non une « dépense engagée » dans l'année, il a été inclus dans le calcul de la VAB pour rendre compte du coût des investissements de CBC/Radio-Canada, qui contribuent aussi à l'économie. L'inclusion d'une allocation plutôt que de dépenses réelles permet d'étaler l'impact des investissements sur plusieurs années.

⁵ Analyse des données fournies par CBC/Radio-Canada.

⁶ Les dépenses en programmation canadienne des autres radiodiffuseurs généralistes en 2010 pourraient être plus élevées que d'habitude en raison des Jeux olympiques d'hiver de Vancouver. Ces données pourraient donc sous-estimer la différence entre CBC/Radio-Canada et les radiodiffuseurs privés.

radiodiffuseurs généralistes combinés en programmation canadienne⁷, ce qui souligne encore davantage la position unique de CBC/Radio-Canada.

2.1.1 Nombre d'employés à temps plein de CBC/Radio-Canada

En 2013, CBC/Radio-Canada comptait 9 044 employés équivalents à temps plein (« ETP »), soit 5 % de moins qu'en 2010. La majorité des ETP se trouvaient dans les services de télévision, tandis que les services spécialisés comptaient le plus petit nombre d'ETP, en raison de leur taille opérationnelle relativement moindre.

2.1.2 Dépenses régionales de CBC/Radio-Canada

Conformément à son mandat de refléter les régions du Canada, CBC/Radio-Canada dépense dans les dix provinces et les trois territoires du pays. Le tableau 1 ci-dessous présente la répartition régionale des dépenses de CBC/Radio-Canada.

Là où les dépenses régionales ont augmenté, c'est principalement en raison d'une réaffectation des dépenses entre 2010 et 2013 vers les régions dans lesquelles la majorité des émissions sont enregistrées et sont admissibles au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL). Le FAPL a été créé pour soutenir la programmation locale ailleurs que dans les marchés métropolitains. Cela s'observe en particulier à Terre-Neuve, où les dépenses ont augmenté de 26 % en raison d'une réaffectation de dépenses, en 2011, reliée à la populaire émission *Republic of Doyle*, qui est filmée dans cette province.

⁷ CBC/Radio-Canada, y compris le document Résultats financiers des télédiffuseurs généralistes et analyse comparative de la concurrence – Mise à jour 2010, préparé par CBC/Radio-Canada.

Tableau 1 : Dépenses de CBC/Radio-Canada par province/territoire

M\$			
Province/territoire	2010	2013	%
Terre-neuve	24	31	26 %
Nouvelle-Écosse	42	38	-10 %
Île-du-Prince-Édouard	10	8	-14 %
Nouveau-Brunswick	42	35	-17 %
Québec	656	644	-1 %
Ontario	731	732	0 %
Manitoba	38	35	-10 %
Saskatchewan	28	24	-15 %
Alberta	60	58	-5 %
Colombie-Britannique	67	63	-7 %
Yukon ⁸	3	3	-20 %
Territoires du Nord-Ouest	17	15	-11 %
Nunavut	5	4	-27 %
Total	1 724	1 690	-2 %

Source : CBC/Radio-Canada, analyse de Deloitte

2.2 Dépenses des services de télévision et de radio

Les dépenses des services de télévision et de radio de CBC/Radio-Canada en 2013 ont été de 1,56 milliard de dollars, en baisse de 3 % par rapport à 2010. Les dépenses des services de télévision de CBC/Radio-Canada en 2013 ont été de 1,25 milliard de dollars, soit 2 % de plus qu'en 2010⁹, tandis que les dépenses des services de radio de CBC/Radio-Canada ont diminué de 17 % pour s'établir à 309 millions de dollars en 2013. Les dépenses totales des services de radio ont diminué par rapport à 2010 en raison de réaffectations de coûts survenues en 2011, CBC/Radio-Canada ayant alors affecté à la télévision, comparativement à la radio, une part des dépenses corporatives plus élevée que par le passé.

En ce qui touche la répartition linguistique, les dépenses consacrées aux services de langue anglaise sont restées essentiellement inchangées à 902 millions de dollars, tandis que celles

⁸ L'arrondissement ne permet pas de voir la diminution de 20 % des dépenses au Yukon. Arrondies à une décimale, les dépenses sont de 3,2 millions de dollars pour 2010 et de 2,5 millions de dollars pour 2013.

⁹ Il s'agit du chiffre adopté dans l'estimation de la valeur ajoutée; il exclut des dépenses hors Canada de 24 millions de dollars en 2013 et de 49 millions de dollars en 2010.

consacrées aux services de langue française ont diminué de 6 %, s'établissant à 658 millions de dollars. CBC/Radio-Canada exploite 27 stations de télévision¹⁰ et 81 stations de radio¹¹.

La légère diminution nette globale des dépenses des services de télévision et de radio est principalement attribuable aux politiques d'austérité du gouvernement fédéral. En conséquence, les dépenses administratives, générales, de services professionnels et d'amortissement ont fléchi de 11 % depuis 2010, se situant à 296 millions de dollars. Les dépenses consacrées à la programmation, qui est commandée à des producteurs indépendants, acquise ou créée à l'interne, représentent 63 % du total des dépenses en télévision et en radio de CBC/Radio-Canada et affichent une légère hausse de 1 %, atteignant 1 014 millions de dollars. Le tableau 2 ci-dessous montre la répartition des dépenses des services de télévision et de radio de CBC/Radio-Canada.

Tableau 2 : Dépenses des services de télévision et de radio par langue et catégorie de dépenses

M\$	Anglais			Français			Total		
	2010	2013	%	2010	2013	%	2010	2013	%
Programmation	584	583	0 %	423	431	2 %	1007	1014	1 %
Technique	71	65	-8 %	66	64	-3 %	138	129	-7 %
Ventes et promotion	79	77	-3 %	46	43	-7 %	125	120	-4 %
Dépenses administratives, générales, de services professionnels et d'amortissement	170	176	4 %	163	121	-26 %	333	296	-11 %
Total	905	902	0 %	699	658	-6 %	1 603	1 560	-3 %

Source : CBC/Radio-Canada

Bien qu'elle soit grandement médiatisée, la perte du contrat de *Hockey Night in Canada* pour les années de radiodiffusion au-delà de 2013-2014 n'a pas d'impact sur les dépenses de 2013, comme il est indiqué à l'Annexe A. Les données du présent rapport, par conséquent, ne tiennent compte d'aucun impact de la perte de la radiodiffusion du hockey. Par ailleurs, l'impact futur sur les revenus publicitaires globaux attribuable à la perte du rayonnement de l'écoute du hockey reste à déterminer.

¹⁰ Le rapport de Deloitte sur l'année 2010 indique que CBC/Radio-Canada exploite 29 stations de télévision. Deux de ces 29 stations (Saskatoon en Saskatchewan et Sydney en Nouvelle-Écosse) détenaient des licences du CRTC à titre de stations sources, mais n'étaient la source d'aucune programmation. En vertu de la décision CRTC 2013-263 relative au renouvellement de licences de CBC/Radio-Canada, le Conseil a renouvelé les licences de télévision traditionnelle de la Société dans les marchés qui sont la source d'une programmation, c'est-à-dire 27 stations de télévision.

¹¹ Les licences octroyées à CBC/Radio-Canada par le CRTC visent l'exploitation de 87 stations de radio. Certaines d'entre elles sont des stations réémettrices et n'assument pas de coûts liés à la création de programmation originale. En 2010, CBC/Radio-Canada avait 82 stations déclarant des coûts liés à la création de programmation originale. En 2013, ce nombre était de 81.

2.2.1 Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)¹²

En 2008, pendant la récession, les stations de télévision traditionnelles¹³ en exploitation dans les marchés non métropolitains ont connu une période difficile sur le plan financier. Le CRTC a créé le FAPL pour soutenir la programmation locale de ces stations et, en 2013, un financement de 35 millions de dollars a été octroyé à 20 stations de CBC/Radio-Canada (en 2010, 34 millions de dollars ont été attribués à 19 stations).

Devant la reprise des affaires dans le secteur de la publicité et le succès du passage au numérique, le CRTC a constaté que le FAPL a atteint son objectif et a décidé de procéder à son élimination sur deux ans, le financement prenant fin le 31 août 2014. Le CRTC a indiqué qu'il s'assurerait que les téléspectateurs des marchés non métropolitains continuent de recevoir de la programmation locale et qu'il était convaincu, étant donné l'amélioration de la situation économique et des revenus publicitaires résultants, que les stations offriront la même qualité de programmation.

CBC/Radio-Canada a vu la publicité de la télévision traditionnelle rebondir en 2009-2010. Toutefois, en 2013, un nouveau recul s'est amorcé. En raison de la perte du FAPL, CBC/Radio-Canada ajuste sa stratégie relative à la programmation régionale autre que les nouvelles et a appliqué des réductions à la programmation réseau afin de protéger les nouvelles régionales. Le tableau 3 indique le financement que CBC/Radio-Canada a reçu du FAPL ces dernières années.

Tableau 3 : Financement du FAPL reçu par CBC/Radio-Canada

Année de radiodiffusion (du 1 ^{er} septembre au 31 août)	Financement du FAPL
2010	34 M\$
2011	41 M\$
2012	47 M\$
2013	35 M\$
2014 (estimation)	15 M\$

Source : CBC/Radio-Canada

2.3 Dépenses des services spécialisés

CBC/Radio-Canada a consacré 134 millions de dollars¹⁴ à l'exploitation de ses services spécialisés, une hausse de 9 % par rapport à 2010. Les services spécialisés ont représenté 8 % du total des dépenses de CBC/Radio-Canada. La programmation et la production ont accaparé 84 % des dépenses des services spécialisés, tandis que les 16 % qui restent étaient répartis entre la

¹² http://www.crtc.gc.ca/fra/info_sht/tv13.htm.

¹³ SRC, CBC, TVA, V (anciennement TQS), CTV, Global, Shaw (anciennement Canwest) et une vingtaine de stations indépendantes.

¹⁴ Comprend des dépenses de 3,6 millions de dollars en programmation non canadienne.

transmission, les ventes et la promotion, et les dépenses administratives, dans des proportions semblables à celles de 2010.

Le budget des services spécialisés de CBC/Radio-Canada est financé commercialement et est indépendant du financement public de CBC/Radio-Canada.

Tableau 4 : Dépenses des services spécialisés par catégorie de dépenses

M\$	Total		
	2010	2013	%
Programmation	101	108	8 %
Transmission	7	6	-10 %
Ventes et promotion	9	9	4 %
Dépenses administratives et générales ¹⁵	4	6	56 %
Total¹⁶	121	130	8 %

Source : Analyse de Deloitte des données de CBC/Radio-Canada

La hausse de 8 % des dépenses des services spécialisés provient d'une augmentation de 18,9 millions de dollars, ou 49 %, des dépenses au Québec, qui a contrebalancé une baisse des dépenses dans la plupart des autres régions, sauf l'Ontario et la Colombie-Britannique. Deux chaînes spécialisées de langue française – ARTV et Explora – ont contribué à la hausse des dépenses au Québec. En 2010, CBC/Radio-Canada n'était pas un propriétaire majoritaire de la chaîne ARTV, mais elle l'était en 2013, et les dépenses d'ARTV ont été de 17,1 millions de dollars plus élevées. La chaîne Explora a été créée en février 2011 et a dépensé 5,3 millions de dollars.

¹⁵ Les dépenses administratives et générales comprennent l'amortissement.

¹⁶ Dépenses au Canada seulement.

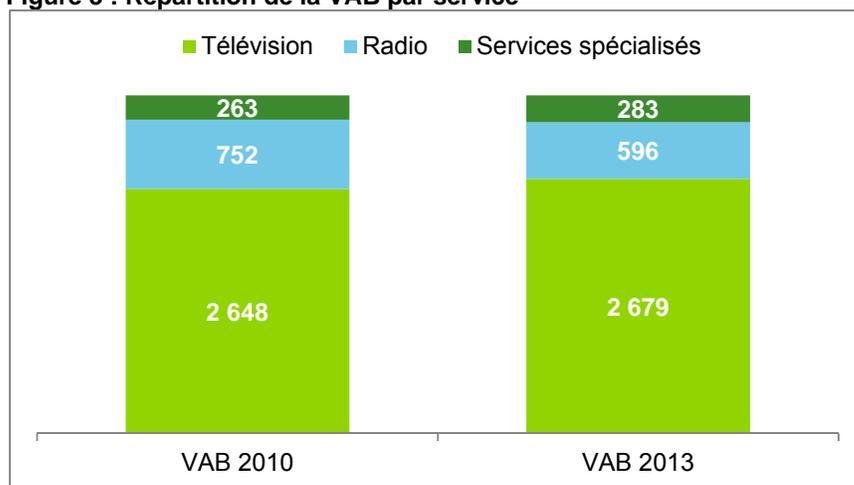
3 Valeur ajoutée brute de CBC/Radio-Canada

La VAB estimative de CBC/Radio-Canada pour l'année de radiodiffusion 2013 est de 3,56 milliards de dollars, et est le résultat de ses dépenses d'exploitation de 1,69 milliard de dollars. En comparaison, en 2010, on estimait que les dépenses d'exploitation de 1,72 milliard de dollars de CBC/Radio-Canada soutenaient une VAB de 3,66 milliards de dollars¹⁷.

L'incidence de la réduction du soutien financier public de CBC/Radio-Canada s'observe dans le plus faible impact économique de l'organisation en 2013. La VAB de CBC/Radio-Canada a diminué de 3 % entre 2010 et 2013. La réduction des dépenses d'exploitation diminue la VAB de 2 %, tandis que les multiplicateurs révisés, qui mesurent les effets d'entraînement des dépenses de CBC/Radio-Canada dans l'économie, entraînent une diminution additionnelle de 1 %¹⁸.

De la VAB totale de CBC/Radio-Canada en 2013, 2,68 milliards de dollars étaient attribuables à la télévision (74 % de la VAB totale), 596 millions de dollars étaient attribuables à la radio (18 % de la VAB totale) et 283 millions de dollars étaient attribuables aux services spécialisés (8 % de la VAB totale)¹⁹. Les variations de la répartition de ces contributions par service entre 2010 et 2013 sont illustrées ci-dessous.

Figure 3 : Répartition de la VAB par service



Source : Analyse de Deloitte des données de CBC/Radio-Canada

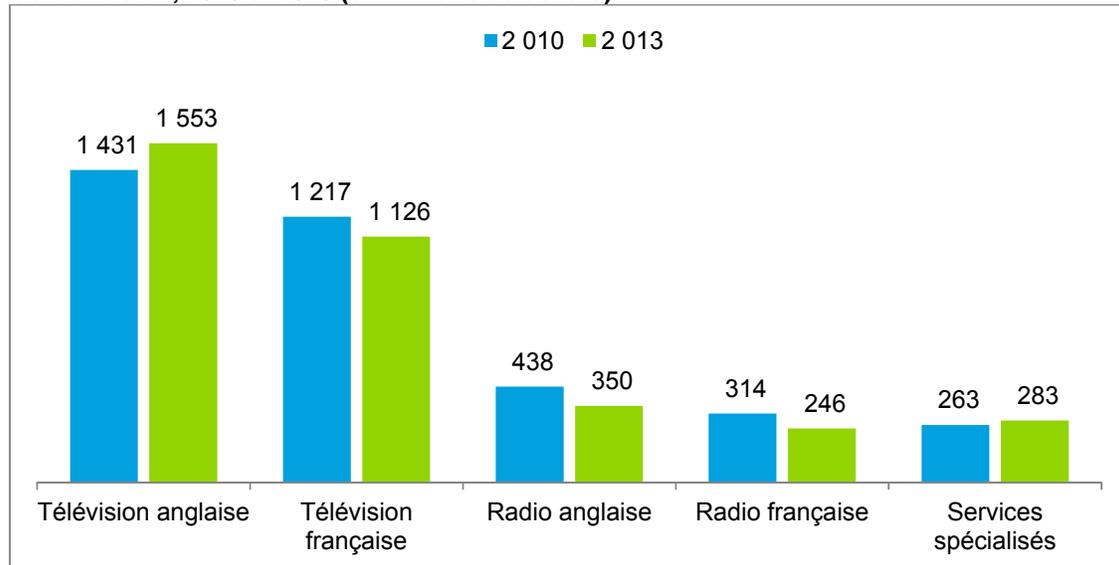
¹⁷ Ces données excluent des dépenses hors Canada de 24 millions de dollars en 2013 et de 49 millions de dollars en 2010.

¹⁸ Les multiplicateurs appliqués en 2013 proviennent des séries de Statistique Canada de 2009. Ils ne sont pas directement comparables aux multiplicateurs de Statistique Canada de 2006 qui étaient utilisés dans le rapport de 2011. Cela vient du fait que Statistique Canada a mis à jour les tableaux d'entrées-sorties à partir desquels les multiplicateurs sont calculés, introduisant de nouveaux concepts et classifications. Les multiplicateurs utilisés dans les estimations de la VAB de 2010 et de 2013 sont présentés dans ce rapport pour mettre en évidence les facteurs qui ont contribué aux changements de la VAB entre les deux années.

¹⁹ La VAB par province est présentée à l'annexe B.

La figure ci-dessous, qui présente une répartition selon la langue de radiodiffusion, montre que la contribution de la télévision anglaise à la VAB totale de CBC/Radio-Canada a augmenté, tandis que les contributions de la télévision et de la radio françaises, ainsi que de la radio anglaise, ont diminué.

Figure 4 : Répartition de la VAB de CBC/Radio-Canada selon le service et la langue de radiodiffusion, 2010 et 2013 (en millions de dollars)



Source : Analyse de Deloitte des données de CBC/Radio-Canada

3.1 Programmation

Les dépenses de programmation sont de loin le plus important facteur contribuant à la VAB totale des trois services de CBC/Radio-Canada (télévision, radio et services spécialisés) et, globalement, elles ont diminué depuis 2010. Entre 2010 et 2013, la VAB associée à la programmation a augmenté de 1,73 à 1,77 milliard de dollars pour les services de télévision, et de 224 à 240 millions de dollars pour les services spécialisés. En revanche, la VAB attribuable aux dépenses de programmation radio a diminué de 464 à 430 millions de dollars entre 2010 et 2013.

3.2 VAB de la télévision

La contribution des services de télévision de CBC/Radio-Canada est passée de 2,65 milliards de dollars en 2010, c'est-à-dire plus de 71 % de la VAB totale, à 2,68 milliards de dollars en 2013, c'est-à-dire 74 % de la VAB totale. La hausse de l'estimation de la VAB de la télévision de CBC/Radio-Canada reflète la hausse des dépenses de CBC/Radio-Canada en services de télévision, lesquelles représentent à elles seules 74 % des dépenses de CBC/Radio-Canada en 2013, comme il est indiqué à la section 2.

L'estimation de la VAB de la télévision anglaise est de 1,55 milliard de dollars, et celle de la télévision française, de 1,13 milliard de dollars. La VAB de la télévision anglaise a augmenté entre 2010 et 2013 en raison de la hausse des dépenses de programmation de la télévision anglaise et

de multiplicateurs plus élevés. La VAB de la télévision française a diminué en raison de dépenses réduites et de multiplicateurs moins élevés²⁰.

Le tableau 5 ci-dessous présente la répartition des dépenses, de la VAB et des multiplicateurs pour la télévision anglaise et la télévision française. La VAB est estimée par catégorie de dépenses et par région, en appliquant les multiplicateurs pertinents, comme il est indiqué à l'annexe B. Les différents profils de dépenses entre la télévision anglaise et la télévision française se traduisent par des multiplicateurs moyens différents²¹.

Tableau 5 : Dépenses, multiplicateurs et VAB de la télévision

	Télévision anglaise		Télévision française		Total de la télévision	
	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Dépenses (M\$)	683	720	547	531	1 230	1 251
Multiplicateur	2,10	2,16	2,23	2,12	2,15	2,14
VAB (M\$)	1 431	1 553	1 217	1 126	2 648	2 679

Source : Analyse de Deloitte; données de CBC/Radio-Canada. Note : Les multiplicateurs figurant au tableau sont des multiplicateurs pondérés selon les dépenses, calculés en moyenne pour l'ensemble des catégories de dépenses et des régions.

3.3 VAB de la radio

La VAB de la radio a été de 596 millions de dollars en 2013, à partir de dépenses de CBC/Radio-Canada de 309 millions de dollars. Cette VAB est inférieure de 21 % à celle de 2010 et reflète une réduction de 65 millions de dollars des dépenses en radio de CBC/Radio-Canada en 2013 par rapport à 2010, ainsi qu'une légère diminution des multiplicateurs pertinents²². Les dépenses en radio ont été inférieures de 17 % en 2013 par rapport à 2010 en raison de réaffectations de coûts depuis 2011, CBC/Radio-Canada affectant à la télévision, comparativement à la radio, une part des dépenses corporatives plus élevée que dans les années précédentes.

Les services de la radio anglaise de CBC/Radio-Canada apportent une part plus grande à la VAB que les services de la radio française. La VAB des services de la radio anglaise est de 350 millions de dollars, tandis que celle de la radio de langue française est de 246 millions de dollars. Reflétant les dépenses, la programmation représente la plus grande part de la VAB de la radio.

Comme pour les services de télévision, les différents multiplicateurs pondérés selon les dépenses reflètent des profils de dépenses différents de la radio française et de la radio anglaise. Les dépenses, la VAB et les multiplicateurs pondérés selon les dépenses pour la radio anglaise et la radio française sont indiqués au tableau 6 ci-dessous.

²⁰ Le multiplicateur pondéré selon les dépenses pour la télévision anglaise a augmenté de 6 %, tandis que le multiplicateur pondéré selon les dépenses pour la télévision française a diminué de 5 %.

²¹ Les différences entre les multiplicateurs moyens selon le service et la langue sont dues à des différences dans les liens au sein des chaînes d'approvisionnement sectorielles et régionales respectives.

²² Le multiplicateur pondéré selon les dépenses pour la radio anglaise a diminué de 3 % entre 2011 et 2013, tandis que celui de la radio française a diminué de plus de 7 %.

Tableau 6 : Dépenses, multiplicateurs et VAB de la radio

	Radio anglaise		Radio française		Total de la radio	
	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Dépenses (M\$)	222	182	152	127	373	309
Multiplicateur	1,98	1,93	2,07	1,93	2,02	1,93
VAB (M\$)	438	350	314	246	752	596

Source : Analyse de Deloitte; données de CBC/Radio-Canada. Note : Les multiplicateurs figurant au tableau sont des multiplicateurs pondérés selon les dépenses, calculés en moyenne pour l'ensemble des catégories de dépenses et des régions.

3.4 VAB des services spécialisés

Les services spécialisés représentent 8 % de la VAB totale de CBC/Radio-Canada, avec une part de 283 millions de dollars en 2013 résultant de dépenses de 130 millions de dollars. Ces deux valeurs sont en hausse par rapport à 2010, année où les dépenses des services spécialisés ont été de 121 millions de dollars et ont engendré une VAB de 263 millions de dollars.

Les services spécialisés sont financés par les abonnements et ont produit des revenus accrus depuis 2010, en raison de l'ajout de services de langue française, comme il est indiqué à la section 2.3. La hausse globale de la VAB des services spécialisés entre 2010 et 2013 provient de la hausse des dépenses, car les multiplicateurs des services spécialisés sont demeurés largement les mêmes.

Tableau 7 : Dépenses, multiplicateurs et VAB des services spécialisés

	Total des services spécialisés	
	2010	2013
Dépenses (M\$)	121	130
Multiplicateur	2,17	2,18
VAB (M\$)	263	283

Source : Analyse de Deloitte; données de CBC/Radio-Canada. Note : Les multiplicateurs figurant au tableau sont des multiplicateurs pondérés selon les dépenses, calculés en moyenne pour l'ensemble des catégories de dépenses et des régions.

4 Valeur ajoutée nette de CBC/Radio-Canada

Afin d'estimer l'impact économique net de CBC/Radio-Canada, le modèle courant de financement public (« factuel ») est comparé à un scénario de rechange hypothétique dans lequel CBC/Radio-Canada est financée commercialement et n'a pas de mandat public (« contrefactuel »).

L'hypothèse principale du scénario contrefactuel est qu'une CBC/Radio-Canada financée commercialement agirait de façon à maximiser les profits, étant soumise aux mêmes contraintes que les radiodiffuseurs privés. Cette hypothèse vient du fait que la CBC/Radio-Canada factuelle, bien qu'elle ait actuellement une incitation à maximiser ses revenus publicitaires, est limitée par son mandat de service public et sa philosophie. Une CBC/Radio-Canada dont le financement serait entièrement commercial n'aurait pas ces contraintes et prendrait des décisions commerciales concernant, par exemple, son contenu de programmation, les minutes de publicité diffusées sur ses chaînes ou la source des émissions (canadienne ou étrangère). L'absence de financement public a un important effet sur la taille de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle.

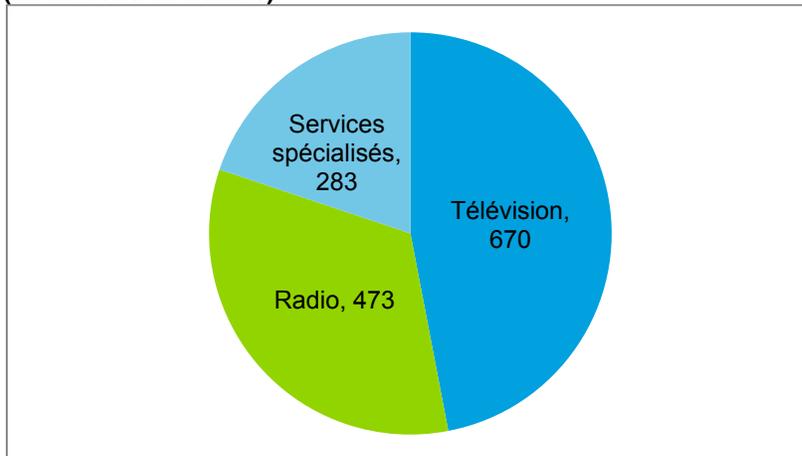
La méthodologie utilisée pour calculer la valeur ajoutée nette (VAN) de CBC/Radio-Canada est conforme à celle décrite dans le rapport de 2011 et repose sur le même genre d'hypothèses relatives à la taille, aux activités et à la couverture géographique de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, car ces hypothèses demeurent valables; les valeurs liées à ces hypothèses ont cependant été mises à jour pour refléter l'état actuel du marché de la radiodiffusion. Les hypothèses utilisées dans le présent rapport sont examinées plus en détail à l'annexe C. La présente section se penche sur les deux types de VAN analysées, et décrites à la section 1 : la VAN étroite et la VAN globale.

4.1 VAN étroite

La « VAN étroite » de CBC/Radio-Canada est définie comme la différence entre la VAB de la CBC/Radio-Canada factuelle et la VAB de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle.

La VAB de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle est estimée à 1,43 milliard de dollars, l'apport de la télévision étant de 47 % de la VAB, celui de la radio, de 33 % et celui des services spécialisés, de 20 %. La répartition est présentée dans la figure ci-dessous.

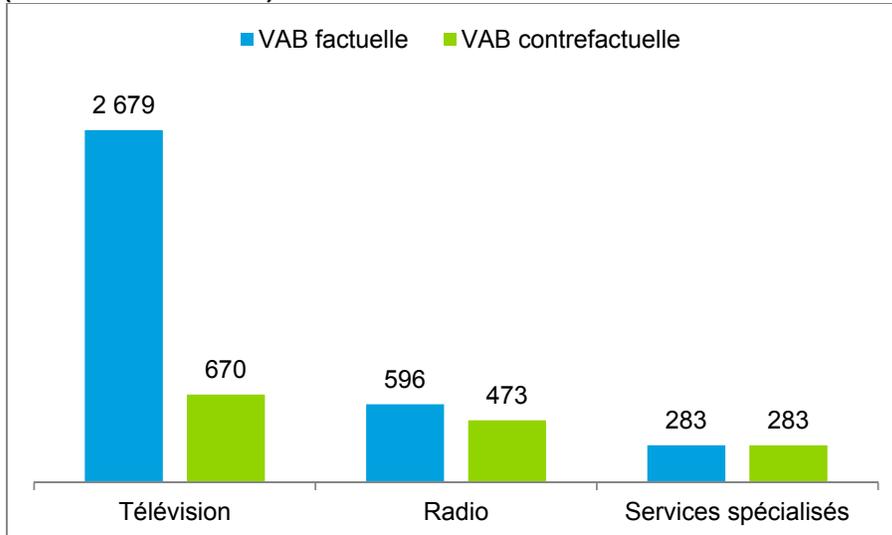
Figure 5 : VAB de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle (en millions de dollars)



Source : Analyse de Deloitte des données de CBC/Radio-Canada

En comparaison avec le scénario factuel, la CBC/Radio-Canada contrefactuelle financée commercialement a un impact économique plus faible, en termes de VAB, pour les services de télévision et de radio, en raison du financement de moins grande ampleur dont elle dispose. La diminution de l'importance de CBC/Radio-Canada est la plus forte dans le secteur de la télévision.

Figure 6 : Comparaison de la VAB factuelle et de la VAB contrefactuelle (en millions de dollars)



Source : Analyse de Deloitte

Dans le scénario contrefactuel, le contenu étranger de CBC/Radio-Canada sera l'équivalent de celui des radiodiffuseurs privés. Actuellement, parmi les radiodiffuseurs privés au Canada, environ 60 % de la programmation anglaise et 13 % de la programmation française sont importés, comme il est indiqué à la section 2. Dans un modèle à financement commercial, la CBC/Radio-Canada contrefactuelle accroîtrait donc son contenu télévisuel importé, ce qui aurait pour effet de réduire son impact bénéfique sur l'économie canadienne. Toutefois, dans le cas de la programmation de

langue française, la proportion de contenu importé des radiodiffuseurs privés a diminué par rapport à 2010, entraînant une légère augmentation de la VAB contrefactuelle par rapport à 2010.

Le secteur de la radio produit une VAB contrefactuelle de 473 millions de dollars, résultant de dépenses de 243 millions de dollars dans le scénario contrefactuel. La VAB contrefactuelle de la radio est plus élevée en 2013 qu'en 2010 en raison principalement d'un accroissement de la part du marché de la radio commerciale détenue par la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, ce qui a pour effet d'accroître de 21 % les revenus publicitaires nets (« RPN »)²³ du secteur radio de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle.

Les services spécialisés engendrent une VAB de 283 millions de dollars (la même que dans le scénario factuel) en raison de l'hypothèse selon laquelle les revenus des services spécialisés sont déjà optimisés dans le modèle factuel.

Une CBC/Radio-Canada financée commercialement, en raison de sa taille plus restreinte, engendrerait une VAB inférieure à la VAB factuelle dans toutes les provinces, l'Ontario et le Québec affichant les baisses d'impact économique les plus fortes, car ces provinces représentent une plus grande part du total des dépenses.

Tableau 8 : Comparaison de la VAB factuelle et de la VAB contrefactuelle par province (en millions de dollars)

Province	VAB factuelle	VAB contrefactuelle	VAB étroite
Terre-Neuve	61	31	30
Nouvelle-Écosse	89	44	45
Île-du-Prince-Édouard	16	8	8
Nouveau-Brunswick	78	21	57
Québec	1 335	425	909
Ontario	1 556	725	832
Manitoba	75	32	44
Saskatchewan	52	21	31
Alberta	117	50	67
Colombie-Britannique	141	70	71
Yukon	5	0	5
Territoires du Nord-Ouest	30	0	30
Nunavut	1	0	1
Total	3 558	1 427	2 131

Source : Analyse de Deloitte

La VAN « étroite » de CBC/Radio-Canada est estimée à 2,1 milliards de dollars. En raison d'une VAB contrefactuelle sensiblement supérieure à celle de 2010 et d'une VAB factuelle qui, pour sa

²³ La principale source de revenus de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle est la publicité. Par conséquent, les variations des RPN totaux du marché influent sur la taille de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, et donc sur sa VAB.

part, a un peu diminué entre 2010 et 2013, la VAN de CBC/Radio-Canada est de 374 millions de dollars inférieure à celle de 2010. Cette diminution s'explique par trois facteurs principaux²⁴ :

- Des RPN de la télévision plus élevés au Canada en 2013 et, par conséquent, des RPN accrus pour le secteur télévision de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, ce qui se traduit par une diminution de 5 % de la VAN de CBC/Radio-Canada par rapport à 2010.
- La part plus élevée du marché de la radio de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, qui a pour effet de hausser de 21 % les RPN du secteur radio de CBC/Radio-Canada et d'accroître la VAB contrefactuelle de la radio de CBC/Radio-Canada, ce qui se traduit par une diminution de 3 % de la VAN de CBC/Radio-Canada.
- Dans le cas de la télévision de langue française, une diminution du contenu importé de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle par rapport à 2010, les radiodiffuseurs privés ayant réduit la part d'importations dans le contenu télévisuel francophone au cours de la période. Il en résulte une hausse des dépenses canadiennes de CBC/Radio-Canada dans le scénario contrefactuel, ce qui a pour effet de réduire la VAN.

4.2 VAN globale

Une fois calculée la « VAN étroite » de CBC/Radio-Canada, l'analyse de l'impact économique net de CBC/Radio-Canada a été étendue pour inclure l'impact économique d'un usage à d'autres fins du financement public que reçoit actuellement CBC/Radio-Canada, ainsi que l'impact économique de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle sur le secteur général des médias au Canada, pour permettre le calcul d'une « VAN globale ». La « VAN globale » évalue l'avantage différentiel pour l'économie canadienne d'avoir une CBC/Radio-Canada financée publiquement plutôt que financée commercialement, en estimant les changements nets qu'entraîne pour la radiodiffusion canadienne et les autres marchés de médias le passage du scénario factuel au scénario contrefactuel, et en tenant compte de la valeur ajoutée d'un autre usage du financement octroyé à CBC/Radio-Canada par le gouvernement canadien.

4.2.1 VAB contrefactuelle des autres médias et des autres radiodiffuseurs commerciaux

Afin d'estimer l'impact d'une CBC/Radio-Canada financée commercialement dans les secteurs des médias et de la radiodiffusion, les variations de la VAB des radiodiffuseurs commerciaux privés et des autres médias ont été estimées.

Le tableau ci-dessous indique les RPN et la VAB de l'ensemble des radiodiffuseurs commerciaux à l'exclusion de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle (les « autres radiodiffuseurs commerciaux ») et des autres médias au Canada dans le scénario contrefactuel. Une CBC/Radio-Canada de

²⁴ Les changements en pourcentage par rapport à 2010, pour chaque facteur, sont calculés en gardant constantes toutes les autres valeurs relatives à 2010 (p. ex. autres hypothèses, dépenses, multiplicateurs).

propriété privée accroîtrait la concurrence dans le marché publicitaire, réduisant les RPN des autres radiodiffuseurs commerciaux et des autres médias. En raison de l'encombrement accru attribuable à une CBC/Radio-Canada contrefactuelle, la VAB serait moins élevée, tant pour les autres radiodiffuseurs commerciaux que pour les autres médias, dans le scénario contrefactuel que dans le scénario factuel d'une CBC/Radio-Canada financée publiquement. La VAB estimative des autres radiodiffuseurs commerciaux dans le scénario contrefactuel est de 348 millions de dollars inférieure à la VAB factuelle, tandis que pour les autres médias, la VAB contrefactuelle estimative est de 273 millions de dollars moins élevée.

Tableau 9 : VAB et RPN des autres radiodiffuseurs commerciaux et des autres médias (en millions de dollars)

M\$	Scénario factuel		Scénario contrefactuel		VAB nette
	RPN	VAB	RPN	VAB	
Autres radiodiffuseurs commerciaux	4 716	7 167	4 496	6 819	348
Autres médias	11 711	22 139	11 567	21 865	273

Source : Analyse de Deloitte

4.2.2 VAB d'un autre usage du financement public

Afin de mesurer l'impact d'une CBC/Radio-Canada financée commercialement sur l'économie canadienne dans sa totalité, la valeur ajoutée d'un usage à d'autres fins du financement public de CBC/Radio-Canada est estimée, de façon à obtenir la « VAN globale » de CBC/Radio-Canada. Cette valeur ajoutée de l'usage à d'autres fins du financement public est estimée à 1,65 milliard de dollars. Le financement fédéral de CBC/Radio-Canada comprend à la fois un financement opérationnel et un financement des investissements et du fonds de roulement. On suppose que le financement opérationnel fédéral non attribué à CBC/Radio-Canada dans le scénario contrefactuel serait consacré aux dépenses du gouvernement canadien dans des proportions reflétant son profil de dépenses, qui est présenté à l'annexe C. Quant au financement des investissements et du fonds de roulement, on suppose qu'il serait utilisé par le gouvernement pour rembourser la dette. Cette hypothèse est justifiée par la structure des comptes canadiens ainsi que l'ampleur de la dette et des emprunts du gouvernement dans l'année financière visé par l'analyse.

Les catégories de dépenses du gouvernement fédéral ne représentent pas toutes une utilisation productive dans l'économie canadienne. Environ 15 % des dépenses sont affectées aux catégories « affaires extérieures et aide internationale » et « frais de la dette ». Les dépenses consacrées aux affaires extérieures et à l'aide internationale sont généralement dirigées hors de l'économie canadienne. Elles sont donc considérées comme une fuite aux fins de l'analyse de la VAB. Les paiements de la dette n'entrent pas non plus dans le cadre d'analyse des impacts économiques et des multiplicateurs, car ils n'engendrent directement aucune production. L'analyse de la VAB prend en considération la production au cours d'une année donnée, et non une fluctuation de l'actif ou du

passif. Les paiements de la dette, par exemple, ne sont pas inclus dans les estimations des multiplicateurs de production de Statistique Canada²⁵.

4.2.3 VAN globale

Afin de mesurer l'impact économique global de CBC/Radio-Canada, on apporte des ajustements à la VAB initiale pour en arriver à la VAN globale, de la façon suivante :

- on soustrait d'abord la VAB qui serait produite par une CBC/Radio-Canada contrefactuelle (la différence entre la VAB factuelle et la VAB contrefactuelle de CBC/Radio-Canada est appelée « VAN étroite », et s'élève à 2,1 milliards de dollars);
- on additionne la valeur ajoutée des radiodiffuseurs privés et des autres médias qui résulte d'une CBC/Radio-Canada financée publiquement plutôt que financée commercialement (348 et 273 millions de dollars respectivement);
- on soustrait la valeur ajoutée d'un usage à d'autres fins du financement public de CBC/Radio-Canada (1,65 milliard de dollars).

Le tableau 10 résume les étapes de l'estimation de la VAN globale de CBC/Radio-Canada.

Tableau 10 : VAN de CBC/Radio-Canada (en millions de dollars)

Éléments de l'impact économique	Total 2010	Total 2013	Télé-vision	VAB 2013		Impact sur la VAN entre 2010 et 2013*
				Radio	Services spécialisés	
VAB factuelle de CBC/Radio-Canada	3 663	3 558	2 679	596	283	-106
VAB contrefactuelle de CBC/Radio-Canada	(1 158)	(1 427)	(670)	(473)	(283)	-269
VAN étroite de CBC/Radio-Canada	2 505	2 131	2 009	122	0	-374
Impact net sur les autres radiodiffuseurs commerciaux	293	348				+56
Impact net sur les médias en ligne et les autres médias	246	273				+27
Autre usage du financement public dans le scénario contrefactuel	(1 791)	(1 648)				+143
VAN globale	1 253	1 105				-149

Source : Analyse de Deloitte, données de CBC/Radio-Canada. *Les chiffres étant arrondis, la différence entre les colonnes « Total 2013 » et « Total 2010 » peut ne pas correspondre au résultat indiqué.

²⁵ Cela ne veut pas dire que les frais de remboursement de la dette n'ont pas d'effets économiques. L'endettement du gouvernement, les remboursements et les frais d'intérêt influent sur la masse monétaire, les taux d'intérêt, l'épargne globale et le niveau d'investissement dans l'économie. Ces éléments ont des effets dynamiques dans des périodes futures qui sont hors du champ de la présente analyse.

La VAN globale de CBC/Radio-Canada en 2013 est de 1,1 milliard de dollars. Cela représente une diminution de 149 millions de dollars, ou 12 %, comparativement à la VAN globale en 2010, en raison principalement de la diminution de la VAN étroite de CBC/Radio-Canada de 374 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2010. La diminution de la VAB factuelle de CBC/Radio-Canada et l'augmentation de sa VAB contrefactuelle contribuent l'une et l'autre à une réduction de la VAN étroite (et subséquemment de la VAN globale) entre 2010 et 2013. Toutefois, dans le scénario contrefactuel, l'encombrement accru attribuable à CBC/Radio-Canada dans le marché des autres radiodiffuseurs commerciaux et celui des médias en ligne et autres médias, ainsi que l'impact économique moins important de l'usage à d'autres fins du financement public, ont pour effet d'accroître la VAN de CBC/Radio-Canada entre 2010 et 2013, ce qui contribue à une VAN globale plus élevée (tous autres facteurs étant égaux) et contrebalance quelque peu le fléchissement de la VAN étroite entre 2010 et 2013. Divers facteurs peuvent expliquer le changement de la VAN globale, mais les plus importants sont les suivants²⁶ :

- **Changements dans le marché de la radiodiffusion** : Le marché publicitaire de la télévision et de la radio au Canada en 2013 est plus grand qu'il ne l'était en 2010. Cela augmente l'ampleur du financement publicitaire qu'on suppose accessible à la fois à CBC/Radio-Canada et aux autres radiodiffuseurs dans le scénario contrefactuel. De plus, par rapport à 2010, la CBC/Radio-Canada contrefactuelle a une part de marché de la radio plus élevée, et ses importations sont moins élevées (conformément aux tendances observées parmi les radiodiffuseurs privés). En raison de ces facteurs, la VAB de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle est plus élevée en 2013 qu'en 2010, ce qui réduit la VAN étroite. L'encombrement accru causé par la plus grande part de marché de la radio de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle, ainsi que les revenus publicitaires plus élevés en 2013 qu'en 2010 dans le scénario contrefactuel, contrebalancent en partie la diminution de la VAN étroite de CBC/Radio-Canada.
- **Diminution du financement public** : La diminution du financement parlementaire contribue aux dépenses moins élevées de CBC/Radio-Canada en 2013 et donc à sa VAB factuelle réduite par rapport à 2010; il en résulte une VAN étroite et une VAN globale moins élevées pour CBC/Radio-Canada. Ce facteur entraîne aussi une diminution de la VAB d'un autre usage du financement public dans le scénario contrefactuel, ce qui contribue à une augmentation de la VAN globale de CBC/Radio-Canada (tous autres facteurs étant égaux) et contrebalance une partie de la diminution de la VAN étroite de CBC/Radio-Canada.

²⁶ Les multiplicateurs de 2013 sont en outre différents de ceux de 2010.

Annexe A Ligue nationale de hockey

A.1 *Hockey Night in Canada*

La perte de *Hockey Night in Canada* n'a aucun impact sur 2013, l'année visée par l'analyse. *Hockey Night in Canada* demeurera à l'écran de CBC pour les quatre prochaines années, par suite de l'obtention des droits de diffusion des matchs en langue anglaise dans le cadre d'un accord de sous-licence avec Rogers Communications. CBC/Radio-Canada s'attend à ce que cet accord ait peu d'effet sur les dépenses nettes, car elle ne réalisera plus de revenus publicitaires sur les matchs de la LNH et n'acquittera plus de droits de diffusion pour ces matchs. CBC/Radio-Canada continuera d'assumer des coûts pour la production des matchs pendant les quatre prochaines années; toutefois, ces coûts sont généralement considérés comme inférieurs à ceux de la production d'une émission équivalente ayant des cotes d'écoute semblables. L'impact futur sur la publicité en général résultant de la perte de l'effet de halo de l'auditoire du hockey reste à déterminer.

A.2 Lock-out de la Ligue nationale de hockey – saison 2012-2013

L'impact du lock-out de la LNH a été une réduction de 40 millions de dollars des revenus de CBC/Radio-Canada, une diminution des coûts de production de 3 millions de dollars (une fois pris en compte les revenus et les coûts reliés aux émissions de remplacement) et une diminution de 23 millions de dollars des paiements de droits à la LNH en raison du nombre réduit de matchs. Les droits de la LNH sont davantage concentrés dans les séries éliminatoires et, par conséquent, CBC/Radio-Canada a versé une part disproportionnée de redevances par rapport au nombre réel de matchs joués.

Annexe B VAB

B.1 Méthodologie de calcul de la VAB

Aux fins du calcul de la VAB, le présent rapport utilise la même méthodologie que celle décrite et utilisée dans le rapport de 2011. L'approche adoptée consiste à :

- Répartir les dépenses de CBC/Radio-Canada entre la télévision, la radio et les services spécialisés. En faisant la distinction entre ces trois services, on peut déterminer comment les différences dans les structures de leurs chaînes d'approvisionnement, le degré de fuite de leurs dépenses et la répartition régionale de leurs activités se répercutent sur l'impact économique de CBC/Radio-Canada.
- Appliquer aux catégories de dépenses de CBC/Radio-Canada les multiplicateurs sectoriels appropriés produits par Statistique Canada, afin de calculer les effets directs et les effets « d'entraînement » des dépenses de CBC/Radio-Canada sur l'économie canadienne. Les différences entre les multiplicateurs, d'une industrie et d'une province à l'autre, reflètent les différences dans les liens au sein des chaînes d'approvisionnement pour chaque industrie et l'économie dans son ensemble.

B.1.1 Multiplicateurs – estimation des impacts en termes de VAB

L'impact combiné, en termes de VAB, de la valeur ajoutée directe et des effets secondaires indirects et induits sur l'ensemble de l'économie est mesuré par l'application de multiplicateurs aux dépenses. Par exemple, un multiplicateur global de 1,7 signifie que 100 millions de dollars de dépenses de CBC/Radio-Canada se traduisent par une VAB totale de 170 millions de dollars pour l'ensemble de l'économie.

Les multiplicateurs de production (sorties) de type II ont été calculés au moyen des données et de la méthodologie de Statistique Canada pour l'année 2009 (les multiplicateurs les plus récents disponibles au moment de rédiger le présent rapport)²⁷. Ces multiplicateurs mesurent les effets directs, indirects et induits de CBC/Radio-Canada sur l'économie.

Pour calculer les multiplicateurs, l'approche décrite à la section 4.2 du rapport de 2011 a été utilisée. Les multiplicateurs appropriés ont été appliqués aux catégories de dépenses de CBC/Radio-Canada dans les scénarios factuel et contrefactuel, ainsi qu'aux catégories de dépenses du gouvernement canadien dans le scénario contrefactuel, comme l'indiquent respectivement les tableaux 11 et 12 ci-dessous.

²⁷ Les données d'entrées-sorties de Statistique Canada sont disponibles à http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=1401

Tableau 11 : Catégories de dépenses de CBC/Radio-Canada et industries correspondantes de Statistique Canada

Catégorie de dépenses de CBC/Radio-Canada	Multiplicateur de type II de Statistique Canada
Programmation et production	Radiodiffusion et télédiffusion
Transmission	Télécommunications
Ventes et promotion	Publicité et services connexes
Dépenses administratives et générales	Autres services administratifs et de soutien
Services professionnels	Autres services professionnels et techniques
Amortissement	Construction non résidentielle / Éditeurs de logiciels

Source : Analyse de Deloitte

Tableau 12 : Multiplicateurs de production de type II appliqués aux dépenses publiques

Catégorie de dépenses publiques	Multiplicateur
Hôpitaux	2,0
Soins gouvernementaux pour bénéficiaires internes	2,0
Universités	1,8
Services gouvernementaux d'enseignement pour écoles primaires et secondaires	1,9
Services gouvernementaux d'enseignement pour collèges communautaires et cégeps	2,0
Autres services gouvernementaux d'enseignement	2,1
Autres services d'administration locale	2,0
Autres services d'administration provinciale et territoriale	2,3
Autres services d'administration fédérale, y compris les services de défense	2,0

Source : Analyse de Deloitte d'après les données de Statistique Canada

Conformément aux indications données par Statistique Canada, les multiplicateurs de type II ont été calculés en utilisant les effets « directs » et les effets « totaux », comme dans le rapport de 2011. Lorsque les effets directs n'étaient pas disponibles, ils ont été supposés égaux à 1,0 après consultation avec Statistique Canada. Les multiplicateurs provinciaux ont été calculés pour l'ensemble des provinces et des territoires, y compris le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Dans le rapport de 2011, les multiplicateurs n'étaient pas disponibles pour ces régions, et ceux de l'Île-du-Prince-Édouard ont été utilisés comme substituts. Ce changement permet une estimation plus précise des impacts de CBC/Radio-Canada dans ces régions. Par suite de ce changement, il y a des cas (p. ex. l'amortissement des logiciels dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut) où le multiplicateur est 0, ce qui signifie que toutes les dépenses de telles catégories dans ces régions entraînent des impacts hors de la région (à l'étranger ou ailleurs au Canada).

Les multiplicateurs obtenus figurent aux tableaux ci-dessous. Comme dans l'étude précédente, on a supposé que les multiplicateurs de la radio représentaient 90 % des multiplicateurs de la télévision.

Tableau 13 : Multiplicateurs de production de type II appliqués aux dépenses de télévision

	Program-mation	Trans-mission	Ventes et promotion	Dépenses adminis-tratives et générales	Services profes-sionnels	Amortis-ement (construction)	Amortis-ement (logiciels)
Terre-Neuve	2,0	1,7	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0
Nouvelle-Écosse	2,6	1,6	2,1	2,1	2,2	2,3	2,0
Île-du-Prince-Édouard	1,9	1,6	2,2	2,1	2,2	2,1	2,0
Nouveau-Brunswick	2,5	1,7	2,2	2,0	2,2	2,2	2,0
Québec	2,2	1,9	2,1	2,1	2,2	2,2	1,9
Ontario	2,2	1,8	2,1	2,0	2,1	2,0	1,9
Manitoba	2,4	1,6	2,1	2,1	1,9	2,2	2,0
Saskatchewan	2,3	1,7	2,0	2,1	2,1	2,0	2,0
Alberta	2,1	1,5	2,1	2,1	2,2	2,1	1,9
Colombie-Britannique	2,5	1,6	2,2	2,1	2,4	2,1	2,0
Yukon	2,5	1,9	2,0	2,0	2,1	2,1	1,9
Territoires du Nord-Ouest	2,2	1,6	2,2	2,0	2,1	2,2	0,0
Nunavut	0,0	1,5	2,1	1,9	2,0	2,1	0,0
Canada	2,3	2,5	2,8	2,3	2,5	2,8	2,3

Source : Analyse de Deloitte d'après les données de Statistique Canada

Tableau 14 : Multiplicateurs de production de type II appliqués aux dépenses de radio

	Program-mation	Trans-mission	Ventes et promotion	Dépenses adminis-tratives et générales	Services profes-sionnels	Amortis-ement (construction)	Amortis-ement (logiciels)
Terre-Neuve	1,8	1,5	2,0	1,9	2,0	2,0	1,8
Nouvelle-Écosse	2,3	1,5	1,9	1,9	2,0	2,1	1,8
Île-du-Prince-Édouard	1,7	1,4	1,9	1,9	2,0	1,9	1,8
Nouveau-Brunswick	2,2	1,5	2,0	1,8	2,0	2,0	1,8
Québec	1,9	1,7	1,9	1,9	2,0	1,9	1,7
Ontario	2,0	1,6	1,9	1,8	1,9	1,8	1,7
Manitoba	2,1	1,4	1,9	1,8	1,7	2,0	1,8
Saskatchewan	2,1	1,5	1,8	1,9	1,9	1,8	1,8
Alberta	1,9	1,4	1,9	1,9	2,0	1,9	1,7
Colombie-Britannique	2,2	1,4	2,0	1,9	2,1	1,9	1,8
Yukon	2,2	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9	1,7
Territoires du Nord-Ouest	2,0	1,5	2,0	1,8	1,9	1,9	0,0
Nunavut	0,0	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	0,0
Canada	2,1	2,2	2,5	2,1	2,2	2,5	2,1

Source : Analyse de Deloitte d'après les données de Statistique Canada

Les multiplicateurs calculés à partir des séries de Statistique Canada de 2009 ne peuvent être comparés directement aux multiplicateurs de 2006 utilisés dans le rapport de 2011. En effet, Statistique Canada a mis à jour les tableaux d'entrées-sorties à partir desquels les multiplicateurs sont calculés et a introduit de nouveaux concepts et classifications. En conséquence, les

multiplicateurs obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties révisés ne sont pas directement comparables à ceux calculés selon la méthodologie précédente de Statistique Canada²⁸.

Un test de sensibilité a été effectué pour évaluer l'impact des multiplicateurs révisés sur les résultats. Comme il est mentionné à la section 3, la VAB factuelle a diminué de 1 % quand les multiplicateurs révisés ont été appliqués aux dépenses de CBC/Radio-Canada, comparativement à la VAB obtenue avec les multiplicateurs utilisés dans le rapport de 2011.

B.1.2 Analyse régionale de la VAB en 2013

L'impact exercé au pays par CBC/Radio-Canada s'étend à toutes les régions canadiennes. Le tableau 15 présente une répartition par région des dépenses de CBC/Radio-Canada et de la VAB connexe à l'échelle du Canada²⁹. La VAB d'une province dépend des dépenses effectuées dans cette province, ainsi que du multiplicateur propre à cette province. Ainsi, tous autres facteurs étant égaux, une province subissant moins de fuites de dépenses vers l'extérieur, et donc ayant un plus grand multiplicateur, aurait une VAB plus élevée.

²⁸ Des renseignements sur les changements apportés aux tableaux d'entrées-sorties sont fournis dans le document « Modernisation des tableaux d'entrées-sorties » de Statistique Canada, publié en avril 2013 et disponible à http://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/1401_D12_T9_V1-fra.pdf. Selon Statistique Canada, les changements méthodologiques ont eu des répercussions sur le traitement des paiements interprovinciaux d'impôts sur les produits, tandis que les révisions conceptuelles ont influé sur les catégories de dépenses. Les changements de classification ont eu une incidence sur le nombre de services et le nombre de biens présents dans les tableaux, le premier augmentant et le second diminuant, et ont entraîné une redéfinition du contenu des produits fictifs et des industries fictives. Selon le document « Modernisation des tableaux d'entrées-sorties » (Statistique Canada, 2013), « des industries fictives ont été établies dans les comptes d'ES comme mécanisme de routage. Un certain nombre de biens et services provenant de différentes industries, dont l'utilisation est liée à une activité commune et pour lesquels on dispose de renseignements statistiques limités sur la consommation, sont groupés en industries fictives ».

²⁹ Les multiplicateurs utilisés pour ce calcul sont interprovinciaux, c'est-à-dire qu'ils mesurent l'impact « à l'échelle du Canada » des dépenses de CBC/Radio-Canada. L'impact « à l'échelle du Canada » rend compte de l'ensemble des fuites et des injections entre provinces, de sorte qu'une fuite subie par une province vers une autre est mesurée dans la province où la dépense est faite (c'est-à-dire où la dépense est « injectée »).

Tableau 15 : Dépenses et VAB à l'échelle du Canada de CBC/Radio-Canada par province/territoire

M\$ Province/territoire	Dépenses		VAB	
	2010	2013	2010	2013
Terre-Neuve	25	31	51	61
Nouvelle-Écosse	42	38	94	89
Île-du-Prince-Édouard	10	8	20	16
Nouveau-Brunswick	42	35	93	78
Québec	654	644	1 434	1 335
Ontario	731	732	1 510	1 556
Manitoba	39	35	80	75
Saskatchewan	29	24	63	52
Alberta	61	58	130	117
Colombie-Britannique	68	63	150	141
Yukon	3	3	6	5
Territoires du Nord-Ouest	17	15	35	30
Nunavut	5	4	10	1
Total	1 724	1 690	3 674	3 558

Source : Analyse de Deloitte, données de CBC/Radio-Canada

La VAB engendrée par les dépenses de CBC/Radio-Canada à Terre-Neuve a augmenté de 21 % par rapport à 2010. Cette hausse, en partie attribuable à une augmentation de 26 % des dépenses dans la province, est la plus forte parmi l'ensemble des provinces.

Annexe C Méthodologie de l'analyse contrefactuelle

C.1.1 Hypothèses relatives à la CBC/Radio-Canada contrefactuelle

Le scénario contrefactuel repose sur un ensemble d'hypothèses qui permettent de définir les caractéristiques de ce scénario hypothétique. Puisque le marché canadien de la radiodiffusion n'a pas changé de façon importante depuis 2010, le genre d'hypothèses contrefactuelles utilisé dans le rapport de 2011 demeure valable. Toutefois, les valeurs liées à ces hypothèses ont changé depuis 2010. Par conséquent, l'énoncé et la justification des hypothèses qui sous-tendent et façonnent le scénario contrefactuel peuvent être trouvés dans le rapport de 2011, aux sections 5.2.1 à 5.2.4, tandis que les changements des valeurs sont examinés dans la présente annexe, et sont les suivants :

- Les fuites de dépenses de programmation vers l'étranger des Services français sont de 13 % pour 2013, soit deux points de pourcentage de moins qu'en 2010, tandis que les fuites de dépenses de programmation des Services anglais demeurent stables à 60 %³⁰. Ce résultat reflète l'augmentation des dépenses au Canada des radiodiffuseurs privés de langue française.
- La part d'écoute de la radio de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle est calculée comme étant la part d'écoute moyenne des plus grands radiodiffuseurs privés du marché. Puisque la part d'écoute moyenne des radiodiffuseurs privés a augmenté depuis 2010, l'écart de part d'écoute entre la CBC/Radio-Canada factuelle et la CBC/Radio-Canada contrefactuelle a diminué, passant de 2 % à 0,6 %.
- L'introduction à grande échelle de la publicité dans les activités de la radio de la CBC/Radio-Canada contrefactuelle se traduit par un plus grand nombre de minutes publicitaires disponibles en radio dans le scénario contrefactuel par rapport au scénario factuel. Le degré auquel la CBC/Radio-Canada financée commercialement influe sur le marché publicitaire de la radio dépend de sa part d'écoute, qui est plus élevée que celle de 2010. Donc, pour 2013, le total de minutes de publicité radio dans le marché augmente de 15 % quand on passe du scénario factuel au scénario contrefactuel, tandis que pour 2010, cette augmentation était de 11 %. Cette augmentation se répercute à son tour sur l'ampleur du total des RPN de la radio dans le scénario contrefactuel. Comme en 2010, on suppose que le prix moyen de la publicité répondrait moins que proportionnellement à l'augmentation de l'offre de minutes publicitaires, de sorte que le total des RPN de la radio n'augmenterait que d'environ la moitié de la hausse des minutes. Comme la hausse des minutes offertes par le marché est de 15 %, les RPN de la radio dans le scénario contrefactuel sont d'environ 7 % plus élevés que dans le scénario factuel, tandis qu'en 2010, ils étaient de 6 % plus élevés.

³⁰ Données basées sur les rapports cumulés des télédiffuseurs privés pour l'année de radiodiffusion 2012. Les calculs excluent CBC/Radio-Canada.

- La répartition anglais/français des dépenses de CBC/Radio-Canada dans le scénario contrefactuel dépend des heures d'écoute relatives entre les deux langues et de la part des RPN correspondant à chacune des langues. Par rapport à 2010, tant pour la radio que pour la télévision, ces valeurs se traduisent par l'attribution d'une part des dépenses plus élevée aux services anglais. Dans le cas de la télévision, la part des dépenses des services anglais dans le scénario contrefactuel est passée de 75 % en 2010 à 77 % en 2013, tandis que pour la radio, elle a aussi augmenté, passant de 84 % à 85 %.

C.1.2 Autre usage du financement public

On suppose que dans le scénario contrefactuel, les fonds que le gouvernement verse actuellement à CBC/Radio-Canada seraient dépensés dans des proportions correspondant au profil actuel des dépenses publiques, indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Profil des dépenses du gouvernement canadien

Catégories de dépenses	Pourcentage des dépenses
Services généraux de l'administration publique	4 %
Protection de la personne et de la propriété	12 %
Transports et communications	1 %
Santé	11 %
Services sociaux	30 %
Éducation	2 %
Conservation des ressources et développement industriel	4 %
Environnement	1 %
Loisirs et culture	2 %
Travail, emploi et immigration	1 %
Logement	1 %
Affaires extérieures et aide internationale	3 %
Planification et aménagement des régions	1 %
Établissements de recherche	2 %
Transferts à des fins générales	12 %
Frais de la dette	12 %
Total	100 %

Source : Statistique Canada